



MINISTERE DE L'INTERIEUR SGAMI OUEST

28 Rue de la Pilate

RENOVATION DE LA TOITURE DE L'HOTEL DE POLICE BATIMENT A

27 Rue du Port
45200 MONTARGIS



ECONOMISTE
SARL CALLIET
394 Route de Viroy
45200 AMILLY
Tel : 02 38 93 20 55
Email : calliet.laurent@wanadoo.fr



ARCHITECTE
ALPHA ARCHITECTURE
255 Route de Gy Les Nonains
45700 CONFLANS SUR LOING
Tel : 02 38 94 67 28
Email : contact@alpha-archi.com



Coordinateur Santé et Sécurité
BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION
8 Allée Colette Duval
37100 TOURS
Tel : 06 71 90 16 17
Email : etienne.charton@bureauveritas.fr

CCTP

Réf : SGAMI Ouest

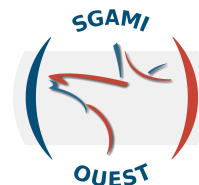
PRO

21 mai 2025

MINISTERE DE L'INTERIEUR SGAMI OUEST

28 Rue de la Pilate

35000 RENNES CEDEX



CCTP

LISTE DES LOTS :

Lot N°00 GENERALITES

Lot N°01 COUVERTURE - ETANCHEITE

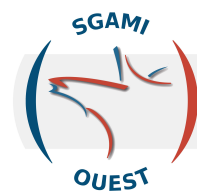
ECONOMISTE : SARL CALLIET

Tel : 02 38 93 20 55 Email : calliet.laurent@wanadoo.fr

MINISTERE DE L'INTERIEUR SGAMI OUEST

28 Rue de la Pilate

35000 RENNES CEDEX



RENOVATION DE LA TOITURE DE L'HOTEL DE POLICE BATIMENT A

27 Rue du Port -
45200 MONTARGIS

CCTP

Lot N°00 GENERALITES

ECONOMISTE : SARL CALLIET

Tel : 02 38 93 20 55 Email : calliet.laurent@wanadoo.fr

Sommaire

00 1	Présentation	2
00 2	Textes réglementaires et normes	2
00 3	Définition de l'entrepreneur	3
00 4	Connaissance des lieux et main d'œuvre	3
00 5	Obligation de l'entrepreneur	5
00 6	Demandes administratives	5
00 7	Dossier technique	5
00 8	Coordination	6
00 9	Mise à la terre	6
00 10	Essai et contrôle interne	6
00 11	Préparation de chantier	6
00 12	Délai et approvisionnement	6
00 13	Installation et organisation générale de chantier	7
00 14	Limite de prestations	7
00 15	Définition générale des travaux - obligations des prestataires	8
00 16	Travaux à la charge des entreprises	8
00 17	Étude et chiffrage	8
00 18	Traitement des déchets	9
00 19	Réunion de chantier	9
00 20	Délai d'exécution et pénalités pour retard	10
00 21	Amiante	10
00 22	Échantillon et prototypes	10

00 1

Présentation

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concerne :

Rénovation de la toiture de L'Hotel de Police de Montargis
Bâtiment A
27, Rue du Port
45200 MONTARGIS

Maître d'Ouvrage :

MINISTERE DE L'INTERIEUR SGAMI OUEST
28 Rue de la Pilate
CS40725
RENNES CEDEX

Maître d'œuvre

Sarl Dominique CALLIET
394 route de Viroy
45 200 AMILLY
Tel: 02 38 93 20 55

Affaire suivie par: Laurent CALLIET
Courriel : calliet.laurent@wanadoo.fr

Et par: Céline LEGUAY
Courriel : celineleguay@orange.fr

Coordonnateur Sécurité

Bureau Veritas Construction
8 Allée Colette Duval
37100 TOURS

Affaire suivie par: Etienne CHARTON
Courriel : etienne.charton@bureauveritas.fr
Téléphone: 06 71 90 16 17

Les travaux sont définis par :

Le présent dossier comprenant:
Le présent C.C.T.P.
Le cadre de bordereau (DPGF)
Le calendrier prévisionnel.
Le PGC du Coordonnateur SPS
Les plans de l'état existant
Le plan du Projet

Les travaux sont réalisés en un lot unique :

00 GENERALITES
01 COUVERTURE - ETANCHEITE

Délai des travaux:

Préparation de chantier / approvisionnement : 5 semaines
Chantier: 7 semaines

00 2

Textes réglementaires et normes

Tous les ouvrages devront répondre en tout point aux spécifications des textes réglementaires applicables, tant en ce qui concerne la qualité des matériaux ou fournitures, leur provenance, leurs caractéristiques normalisées ou non, leur mise en œuvre et notamment:
Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

...Suite de "00 2 Textes réglementaires et normes..."

Cahier des Prescriptions Techniques Générales du C.S.T.B.

Documents Techniques Unifiés du C.S.T.B. (Cahiers des Charges, les Règles de Calcul, les Cahiers des Clauses Spéciales, etc...).

DTU, normes, réglementations et règlements du R.E.E.F.

Cet établissement est soumis aux prescriptions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public, annexé aux articles R 123-1 à R 123-55 du code de la Construction et de l'Habitation.

Cet établissement est soumis aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié, contre les risques d'incendie dans les bâtiments d'habitation.

Le bâtiment est classé:

Réglementation en matière d'accessibilité aux handicapés physiques.

Règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération.

Réglementation incendie.

Réglementation acoustique.

Règles d'hygiène.

Fascicules Techniques du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) approuvés par décret et applicables aux marchés et travaux de bâtiment et de travaux publics passés au nom de l'Etat.

Cahiers des Charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.

Normes françaises homologuées.

Classification U.P.E.C. des locaux.

Classification A.E.V. caractéristiques des fenêtres.

Classification E.A.U. d'EPEBAT.

La liste n'est pas exhaustive.

Tous les travaux nécessaires à l'exécution de la présente opération (qu'ils soient décrits ou non décrits) sont régis par les lois en vigueur au moment de l'exécution des travaux, par les prescriptions des D.T.U.

(Documents Techniques Unifiés), des Normes Françaises/Européennes, des Règlements Techniques et/ou Administratifs de toutes natures, etc.. L'ensemble de ces documents en vigueur à la date de la remise de l'offre.

Bien que ces documents ne soient pas joints au présent C.C.T.P, TOUS LES ENTREPRENEURS appelés à intervenir dans l'opération (traitants, sous-traitants, cotraitants, fournisseurs, etc..) sont réputés en avoir une parfaite et entière connaissance.

Toutefois, il est expressément indiqué que les exigences de ces documents doivent être considérées comme des exigences "minimales" et non "maximales", aussi si une demande "supérieure" au technique est formulée au C.C.T.P, celle-ci primera sur les demandes des lois, D.T.U., Normes Françaises/Européennes, Règlements, etc..

En fin de chantier, chaque Entrepreneur devra attester par écrit que ces ouvrages ont été exécutés conformément aux prescriptions et obligations des Lois, D.T.U., Normes Françaises/Européennes, Règlements, etc.. Cette attestation sera intégrée dans le Dossier des Ouvrages Exécutés.

Il est précisé, d'une part, que cette attestation est impérative et que la signature du marché par l'Entrepreneur implique son acceptation, et que d'autre part, la réception des ouvrages ne sera pas prononcée tant que chaque Entrepreneur n'aura pas fourni celle-ci.

00 3

Définition de l'entrepreneur

Définition de l'Entrepreneur: Il est ici indiqué qu'il peut être fait mention de manière générale dans le présent C.C.T.P des termes, "l'Entreprise", "l'Entrepreneur" ou "les Entrepreneurs", l'ensemble signifiant au sens du Code Civil "le Constructeur".

Par les termes rappelés ci-dessus, il faut entendre l'ensemble des Entreprises appelées à intervenir sur le chantier (Entreprise(s), traitante(s), sous-traitante(s), etc...).

00 4

Connaissance des lieux et main d'œuvre

Obligation préalables des entrepreneurs

Les prescriptions du présent C.C.T.P ne sont pas limitatives.

...Suite de "00 4 Connaissance des lieux et main d'œuvre..."

Chaque Entrepreneur doit exécuter tous les ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement des travaux de son lot.

Chaque Entrepreneur devra impérativement se rendre sur le site pour se rendre compte de l'état des lieux et des installations existantes qu'il a éventuellement à modifier. Il doit tenir compte dans son prix de soumission de toutes les sujétions entraînées par les modifications de ses installations et leur adaptation au nouveau projet, étant bien entendu qu'il ne sera accepté après signature du marché aucun devis de travaux supplémentaires qui ne seraient justifiés par un changement de programme demandé par le Maître d'Ouvrage.

Chaque Entrepreneur est autorisé à effectuer tous sondages ou prélèvements après accord du Maître d'Ouvrage.

Chaque Entrepreneur est censé avoir une connaissance parfaite des lieux d'exécution mais aussi une connaissance parfaite des contraintes des environnants (bâtiments voisins ou proches, de toutes natures réseau d'eau, réseau gaz, réseau d'électricité, réseau eaux usées, réseau eaux vannes, réseau eaux pluviales, réseau France Télécom, réseau d'interphonie, réseau de télévision).

Note relative à la main d'œuvre

Le simple fait de répondre à la présente consultation implique que l'Entreprise s'engage à remplir, ses obligations administratives en général et ses obligations en matière de main d'œuvre en particulier.

De ce fait, le simple fait d'intervenir sur le chantier implique que l'Entreprise garantit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, que tous les travailleurs sur le chantier sont régulièrement et contractuellement liés avec elle, que ce soit par un contrat de travail ou par un contrat de location de main d'œuvre ou par un contrat de sous-traitance. L'utilisation de main d'œuvre non déclarée ou de sous-traitance non déclarée ne sera autorisée en aucun cas. Enfin, il est entendu que l'Entreprise dégage le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre de toutes responsabilités en cas de manquement à ce qui est ici rappelé.

Travaux sous-traités

Certains travaux ne relevant pas habituellement de la compétence d'une Entreprise sont inclus dans certains C.C.T.P.

Ceci est une volonté du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre de confier à un seul intervenant une prestation dans son intégralité.

Ces travaux, comme tous autres, nécessitant une qualification bien spécifique et uniquement dans ce cas seront exécutés par une Entreprise spécialisée sous-traitante.

Dans ce cas, les responsabilités du titulaire du lot ne seront aucunement diminuées.

Charge lui incombe de vérifier la qualification et les couvertures vis à vis des assurances, de son sous-traitant.

Acceptation d'un sous-traitant

L'Entreprise désirant sous-traiter une partie de ses prestations devra en faire la demande au Maître d'Ouvrage dans les conditions définies dans le C.C.A.G ou à défaut, suivant les instructions du représentant du Maître d'Ouvrage sur le chantier.

Il est important de noter, d'une part, que le Maître d'Ouvrage n'aura jamais à se justifier de son choix vis à vis de l'acceptation ou de la non acceptation d'un sous-traitant et que d'autre part le fait que le Maître d'Ouvrage refuse un sous-traitant ne peut en aucun cas entraîner une prolongation des délais d'exécution de l'Entreprise.

Par ailleurs, il est important de noter que les sous-traitants devront posséder, au moins, le niveau de qualification requis dans les pièces du marché.

Enfin, il est important de noter qu'un sous-traitant au titre des travaux de désamiantage, de déplombage ne seront acceptés qu'à une Entreprise justifiant des qualifications et assurances réglementaires.

Conditions de travail et main d'œuvre

L'entreprise respectera les lois, décrets et règlements en vigueur afin d'obtenir les meilleures conditions de travail pour sa main d'œuvre sur le chantier (y compris les arrêtés spécifiques relatifs à toute la profession).

Conditions de sécurité

Les conditions particulières d'exécution (site occupé, portail en hauteur) doivent conduire l'Entreprise à

...Suite de "00 4 Connaissance des lieux et main d'œuvre..."

être extrêmement vigilante en matière de sécurité active (pour ses personnels) et passive (pour les personnes étrangères au chantier).

00 5

Obligation de l'entrepreneur

L'entrepreneur n'étant pas un simple marchand, mais devant être pour les travaux de sa profession un spécialiste avisé et un technicien d'une pratique éprouvée, ses connaissances lui font un devoir de signaler en temps utile au Maître d'Œuvre les erreurs ou omissions concernant les dispositifs adoptés, leur mise en œuvre, etc...

La responsabilité de l'entrepreneur subsiste entière tant concernant la solidité des ouvrages, les calculs de résistance, leur établissement, les oublis, défauts, vices ou malfaçons, qu'en ce qui concerne les accidents qui pourraient en être la conséquence pendant l'exécution des travaux et les périodes de garantie biennale, décennale ou trentenaire, quel que soit le corps d'état incriminé.

La liaison entre les corps d'état doit donc être permanente et parfaite, même et surtout avant le commencement d'exécution. L'entrepreneur déclare avoir pris connaissance des lieux, des plans, des divers

Cahiers des Clauses Administratives, Techniques, Générales, Particulières ainsi que de la difficulté du travail.

L'Entrepreneur aura sur les lieux d'opération, un chef de chantier compétent et expérimenté qui le représentera en permanence et exécutera les ordres du Maître d'Œuvre.

Chaque entreprise devra tenir compte dans l'établissement de son offre forfaitaire d'une somme à valoir pour tous légers ouvrages, raccords, tranchées, entailles, percements, trous, refouillements à toute hauteur et de toute nature, toutes fixations, en un mot tous travaux complémentaires, accessoires et connexés à l'ouvrage principal.

Tous les trous, percements et calfeutrements dans le béton armé seront exécutés par chaque entreprise pour ses travaux sous sa propre responsabilité.

Les prestations indiquées dans le présent C.C.T.P pourront être supprimées ou complétées par le Maître d'Ouvrage au moment de l'exécution des travaux. Les quantités réellement à mettre en œuvre ne pourront pas être données au début du chantier. Le marché de l'entreprise pourra être revu à la baisse suivant les besoins techniques et aléas de chantier.

00 6

Demandes administratives

L'Entrepreneur, pour ce qui le concerne devra faire à sa seule diligence et à ses seuls frais, toutes démarches utiles pour obtenir des services publics qualifiés, toutes autres autorisations nécessaires en se conformant à leurs frais, risques et périls et à tous les règlements en vigueur.

Il en sera également ainsi pour les différentes déclarations d'ouverture de chantier auprès des Autorités ou Administrations, Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T. conformément au décret 91-1147 du 14 octobre 1991), Avis d'Ouverture d'un Chantier du Bâtiment (A.O.C.B. conformément à l'arrêté du 5 septembre 2003), plan de retrait, etc., la liste n'étant pas exhaustive.

00 7

Dossier technique

Les entrepreneurs sont tenus de fournir au Maître d'Œuvre les échantillons et les fiches techniques de tous les matériaux ou fournitures dans les 15 jours suivant l'OS de préparation de chantier.

Les variantes ne sont pas admises.

Ils feront les frais des expériences ou analyses que le Maître d'Œuvre ou le Bureau de Contrôle jugera utiles sur certains d'entre eux.

...Suite de "00 7 Dossier technique..."

Chaque entreprise réalisera dans le mois de préparation un témoin pour chaque cas des prototypes nécessaires, jusqu'à validation.

Les entrepreneurs sont tenus de fournir au Maître d'Œuvre leurs D.O.E et D.I.U.O dans les 15 jours précédant la réception, ainsi que leurs décompte définitif

00 8

Coordination

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières de tous les corps d'état est à disposition des soumissionnaires.

Il appartient à leur diligence de le consulter et ils seront responsables de toutes les conséquences consécutives à un manque d'étude des devis de chacun.

Dans leurs propositions, les entrepreneurs devront tenir compte de ce que le C.C.T.P. devra être intégralement suivi.

Dans le cas où il y aurait divergence. Elles devront être signalés sur le DPGF fourni (lors de l'appel d'offre).

Au cas où l'entrepreneur n'aurait pas observé les différentes clauses des pièces contractuelles, le travail sera refusé et refait, les raccords divers à la suite étant à la charge de celui-ci.

00 9

Mise à la terre

Sans objet

00 10

Essai et contrôle interne

Les entreprises devront effectuer un contrôle interne portant principalement sur la qualité des fournitures, du stockage, de la fabrication des différents matériaux utilisés et procéder aux essais et vérifications demandés par les D.T.U, normes ou les règles de l'art. Un exemplaire sera à fournir au Maître d'Œuvre.

00 11

Préparation de chantier

Les entrepreneurs sont tenus de remettre tous les plans de réservations, d'exécutions et de détails de leurs ouvrages dans les quinze premiers jours suivant l'ordre de service (aux formats DWG & PDF)

Faute de quoi les modifications qui pourraient lui être imposées par le Maître d'Œuvre ou le Bureau de Contrôle ne pourront faire l'objet de rémunération supplémentaire.

Avant de mettre en fabrication ou de passer commande de matériaux, les entreprises devront relever sur place toutes les cotes des ouvrages existants.

Les cotes figurant dans le C.C.T.P et sur les plans ne sont pas contractuelles, elles ne sont données qu'à titre d'information.

Les entrepreneurs ne pourront pas passer de commande ou lancer des fabrications sans le VISA du Maître d'Œuvre.

00 12

Délai et approvisionnement

L'entrepreneur est tenu de s'assurer des délais de livraisons que lui imposent ses fournisseurs. Au cas où une livraison en retard aurait des conséquences directes sur le déroulement du chantier, il s'exposera à l'application des pénalités journalières de retard prévues au présent CCTP

00 13

Installation et organisation générale de chantier

Installations de chantier

Emplacement selon le PIC

Roulotte de chantier (compris WC)

Barrière HERRAS délimitant la zone d'installation de chantier et zone de stockages.

L'installation de chantier devra prévoir une armoire électrique de chantier avec toutes ses protections à raccorder sur l'installation électrique du site. Ce raccordement devra être fait par un électricien.

L'installation devra être validée validée par un bureau de contrôle à la charge de l'entreprise.

Panneaux de chantier

Suivant les directives du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre

A installer sur la clôture existante.

Clôtures

En panneaux rigides opaques sur plots béton (avec fixations mécanique, compris portail avec fermeture par chaîne et cadenas)

A prévoir suivant les prescriptions du PGC

Comprenant:

- La clôture des zones de stockages
- La clôture de la zone de chantier et baraquement

Plans

De l'installation de chantier

A établir suivant les prescriptions du PGC et des différentes phases de l'ordonnancement

Comprenant:

- Installation de chantier
- Raccordements (eau, électricité, etc...)
- Mise en sécurité
- Déménagement des installation de chantier
- Zones de stockages
- Cheminements

Constat D'huissier

En présence du Maître d'Œuvre et Maître d'Ouvrage

Comprenant:

1 état avant travaux des abords, voiries, façades et intérieurs des bâtiments

Divers

D.I.C.T. auprès des divers concessionnaires pour l'ensemble des prestations.

Compte prorata:

Sans objet

00 14

Limite de prestations

Sauf indications contraire portée au présent document, sont obligatoirement inclus dans l'offre de l'entreprises:

- La reconnaissance des supports
- Le scellements et trous de scellement, les réglages calages et accessoires de scellement concernant ces ouvrages
- Le transport au chantier, l'amenée à pied d'œuvre à l'intérieur du chantier, toutes les manutention nécessaires pour amener les ouvrages sur les lieux de pose.
- Apporter dans le cadre du forfait toutes les modifications demandées par le Maître d'Ouvrage concernant le respect du règlement de sécurité ainsi que protéger pendant toute la durée du chantier, ses ouvrages par des moyens appropriés.
- La fourniture de produits ou matériaux propres à l'exécution des travaux
- La fourniture de l'outillage, du matériel d'exécution (ex: échelles, échafaudages, nacelle, etc...)

...Suite de "00 14 Limite de prestations..."

- L'application des produits suivant les prescriptions du cahier des charges DTU et des documents particulier du marché.
- La qualité et l'aspect de finition
- La protection des accès pendant les travaux par tout moyen adapté à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage avant le début des travaux.
- Le nettoyage des salissures et tâches occasionnées
- La réparation des ouvrages et du matériel qui seraient abîmés pendant les travaux.
- Tous les relevés sur place nécessaires au projet.
- Les notes de calculs et dessins nécessaires à l'établissement du projet et à l'exécution des travaux (plans, d'atelier et de chantier), demandés par le Maître d'ouvrage et le bureau de contrôle.
- Les coupes de détail:
- La fourniture d'échantillons pour l'approbation du Maître d'ouvrage
- Tous les points singuliers de la toiture

00 15

Définition générale des travaux - obligations des prestataires

L'opération consiste en des travaux de rénovation de la toiture du bâtiment B situé à l'Hôtel de Police de Montargis.

Les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Une autorisation individuelle d'accès délivrée après enquête de sécurité pour chaque intervenant. Il appartient à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions en conséquence.

Toutes les cartes d'identité des agents des sociétés mandatées (copies recto-verso) pour l'opération devront être fournies 48 avant toute intervention.

L'administration peut retirer cette autorisation individuelle d'accès à tout moment sans énoncer ses motifs.

L'entrepreneur devra alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau technique équivalent.

Les données dont le candidat a connaissance ou dont il a à faire usage à l'occasion de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel et ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers.

Le candidat s'interdit toute communication écrite et orale sur ces sujets et toute remise même partielle de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration. En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

00 16

Travaux à la charge des entreprises

Travaux à la charge des entreprises

Voir PGC-SPS

Lot n°01 COUVERTURE - ETANCHEITE

Les installations de chantiers

Le branchement général de chantier (électricité, eau, etc..)

Les coffrets de chantier divisionnaires par zone

Les protections des ouvrages existants

Les bâches provisoires selon le phasage du chantier

Tous les moyens de levage nécessaires

Toutes les protections collectives, tous les échafaudages, plate-formes élévatrices ou nacelles nécessaires au chantier

Les garde-corps de chantier si nécessaire

Les lignes de vie de chantier si nécessaire

00 17

Étude et chiffrage

Les cadres de bordereaux (D.P.G.F) fournis en annexe est un concentré du C.C.T.P., sur lequel l'entreprise devra impérativement répondre à tous les postes du C.C.T.P (quantité et prix).

Le Maître d'Œuvre, l'Economiste et les Bureaux d'Etudes spécialisés ne pourront être tenus pour

...Suite de "00 17 Étude et chiffrage..."

responsable :

D'oublis que l'entrepreneur pourrait faire en ne tenant compte uniquement que du cadre de bordereau et de son lot.

D'oublis dans les quantités.

Les désignations et quantités devront donc être dûment vérifiées par les entreprises qui devront signaler toutes anomalies sur le DPGF lors de la consultation.

Les quantités sont fournies à titre indicatif.

00 18

Traitement des déchets

Chaque entreprise devra répondre à la loi n°92-646 du 13 juillet 92 pour la gestion de ses déchets issus du chantier. Depuis le 1er juillet 2002, toute entreprise ne respectant pas les prescriptions définies dans la loi ci-dessus sera redevable d'une pénalités de 229,00€ HT à chaque manquement constaté, sans qu'il soit besoin de procéder à un avertissement ou à une mise en demeure préalable.

L'entreprise doit l'évacuation journalière de ces déchets au siège de son entreprise ou se trouve sa plate-forme de tri adaptée.

Puis les acheminer en Centre de Traitement Agrée.

En cas de manquement de la part d'une entreprise sous traitante, c'est l'entreprise titulaire du marché qui en sera tenue responsable.

Le poste gestion des déchets figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire, devra être impérativement rempli en précisant les quantités, les prix unitaires et comprendra en particulier pour chaque entreprise:

Plate-forme de tri adaptée aux déchets générés par l'entreprise sur le chantier.

Stockage, chargement, transport, déchargement, taxes et élimination réglementaire des déchets issus du chantier.

Fourniture au Maître d'Œuvre des bordereaux de suivi des déchets, visés par les décharges appropriées.

L'entreprise devra fournir pendant le chantier tous les justificatifs de mis en décharge, les bordereaux de suivi des déchets visés par les décharges appropriées. Elle devra les présenter au Maître d'Œuvre à sa demande, afin d'être réglé de ces derniers .

00 19

Réunion de chantier

Les réunions de chantiers seront hebdomadaires, le jour et l'heure étant fixé lors de la première réunion de coordination avec les entreprises.

Les entreprises convoquées sont tenues d'y assister et d'être représenté par une personne habilitée à prendre des décisions et des engagements . En cas d'indisponibilité, l'entreprise devra s'excuser 48 heures à l'avance par écrit.

Toutes les absences ou la présence d'une personne non compétente seront sanctionnées par une pénalité dont le montant est défini dans l'article ci-dessous.

Les réunions CISSCT sur convocation du Coordonnateur SPS sont également obligatoires et toute absence sera pénalisé conformément à l'article ci-dessous.

Toutes les entreprises devront prendre acte des remarques du Bureau de Contrôle et s'y conformer sous 8 jours.

Toutes les entreprises devront prendre acte des remarques du Coordonnateur SPS et s'y conformer sans délai.

00 20

Délai d'exécution et pénalités pour retard

Délai d'exécution des travaux:

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est fixé à 3 mois compris préparation de chantier.
Le calendrier d'exécution est élaboré après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots.
Après acceptation par les entrepreneurs le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'œuvre à l'approbation du Maître d'ouvrage.

Pénalités pour retard:

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution.

Il sera appliqué, sans mise en demeure, une pénalité de 1500,00€ pour toute remise de document en retard pendant la phase de préparation de chantier.

Il sera appliqué, sans mise en demeure, une pénalité journalière de 1/200^e du montant du marché.

Il sera appliqué, une pénalité de 100€ pour toutes absences en réunion de chantier.

00 21

Amiante

L'entreprise titulaire sera tenue de consulter le diagnostic amiante et plomb avant travaux remis lors de la consultation (en annexe au présent C.C.T.P).

En cas d'activité comportant des risques d'exposition à l'amiante ou susceptible de provoquer des fibres d'amiantes:

L'entreprise titulaire est tenue de mettre en œuvre et d'exécuter l'ensemble de ses prestations en parfaite conformité avec la réglementation en vigueur.

Les travailleurs, susceptibles d'être exposés aux risques d'inhalation d'amiante, devront avoir bénéficié, à minima, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante spécifique de leur activité, selon la réglementation en vigueur.

L'entreprise titulaire est tenue de fournir au Maître d'Œuvre et au SPS les modes opératoires garantissant la protection collective et individuelle.

Les modes opératoires transmis au SPS par l'entreprise, doivent être validés en amont par l'inspection du travail, la médecine du travail et la CARSAT.

L'entreprise titulaire remet un rapport de fin de travaux comprenant:

Le BSDA (Bordereau de suivi des déchets amiantés)

Un plan identifiant les espaces ou matériaux contenant de l'amiante été encloisonnés ou modifiés

En cas d'activité d'encapsulage, de retrait d'amiante ou d'article en contenant:

L'entreprise titulaire est tenue de mettre en œuvre et d'exécuter l'ensemble de ses prestations en parfaite conformité avec la réglementation en vigueur.

Une vigilance particulière devra porter sur la bonne réalisation des mesures d'empoussièrement (avant, pendant et après travaux) et de leur transmission au SPS ainsi qu'au préfet en cas de dépassement des seuils réglementaires.

L'entreprise titulaire doit détenir une certification délivrée par un organisme agréé COFRAC en adéquation avec la nature des travaux réaliser.

L'entreprise titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur la copie du courrier à l'inspection du Travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP par lequel elle transmet le plan de retrait, de démolition ou d'encapsulage (au minimum 1 mois avant le début des travaux).

L'entreprise titulaire transmettra, au préalable de la réception de chantier, le rapport de fin de travaux comprenant:

Les mesures d'empoussièrement (la mesure après travaux doit être inférieur au seuil imposé par le code de la santé publique)

Le BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés)

L'extrait du DOE identifiant les espaces ou ont été retirés ou encapsulés les matériaux contenant de l'amiante

00 22

Échantillon et prototypes

Afin de valider les équipements et les prestations d'amélioration dans le bâtiment ainsi que les prestations extérieures, un témoin sera réalisé durant la période de préparation de chantier jusqu'à

...Suite de "00 22 Échantillon et prototypes..."

validation.

Les lancements des fabrications et commandes ne pourront se faire qu'après la validation des prototypes par le maitre d'ouvrage, le bureau de contrôle technique et le maitre d'œuvre